

Qui a intérêt à maintenir la corruption



Crédit : www.carosamigos.terra.com.br

Par Hamilton Octavio de Sousa

Source : *Caros Amigos* – 12/12/2009

Texte original : http://carosamigos.terra.com.br/index_site.php?pag=materia&id=154

Traduction : Caroline Sordia pour *Autres Brésils*

Les pratiques de corruption existent dans la majorité des pays, dans les sociétés les plus diverses, indépendamment des particularités ethniques, idéologiques, de formation culturelle, de développement éducatif, intellectuel ou technologique. Il y a toujours quelqu'un pour chercher à contourner les règles générales, généralement pour des raisons économiques et politiques, et toujours quelqu'un pour accepter de transgresser ces règles à son propre avantage.

La situation n'est pas différente au Brésil, bien que notre pays fasse partie des plus corrompus au monde. Certaines affaires de corruption rendues publiques ces dernières années ont eu un écho médiatique et sont officiellement en cours d'instruction de la part des institutions. Ce qui est remarquable, c'est que ces affaires soient de plus en plus fréquentes – et de plus en plus scandaleuses, dans la mesure où elles mettent en lumière le cynisme des personnes impliquées, qu'il s'agisse de chefs d'entreprise, de fonctionnaires, d'hommes politiques ou de professionnels exerçant dans divers domaines.

Le bilan de ces scandales est effrayant, car il révèle et confirme que les systèmes de corruption que l'on trouve au Brésil sont planifiés et organisés par des membres de l'élite économique et politique du pays, et impliquent généralement des entreprises en affaires avec l'État et des fonctionnaires – avec ou sans mandat – relevant des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Il s'agit donc d'une véritable corruption de l'alliance du capital avec l'État, des velléités du capital à s'approprier – encore davantage – les ressources publiques.

C'est bien pour cela que les agents de corruption et leurs pratiques touchent l'ensemble des partis (et des cadres politiques de ces partis) qui exercent un contrôle partiel sur les appareils publics à différents niveaux. Bien qu'il y ait beaucoup de corruption au sein du secteur privé et en bas de l'échelle sociale, la corruption la plus massive et la plus nocive est toujours liée aux travaux et services publics, à la fraude fiscale et au trafic d'informations privilégiées.

Il existe clairement des moyens effectifs de lutter contre les systèmes de corruption qui vident les coffres publics du Brésil. Il suffit que ceux qui occupent les postes élevés de la République impulsent des actions concrètes afin d'enquêter, de découvrir et de punir tous ceux qui ont violé la loi dans ces obscures et criminelles combines.

Pour ce faire, il suffit de demander à la police d'enquêter, au Ministère public¹ de dénoncer et aux instances judiciaires de juger et punir – le tout très rapidement et sans la moindre forme de privilège ni de traitement de faveur. Il suffit par exemple que le Congrès national donne l'exemple, en punissant les siens avec rigueur et en refusant de cautionner le crime de corruption. Il suffit que les partis politiques excluent toutes les personnes ayant trempé dans des entourloupes. Il suffit que la justice électorale interdise l'élection de quiconque s'est fait prendre dans une affaire de corruption. Il suffit que la justice encourage une intervention judiciaire immédiate dans toutes les entreprises privées qui ont tenté de suborner des agents publics, et que tous les directeurs d'entreprises corrompues voient leurs biens purement et simplement confisqués.

Il est évident que ceux qui se repaissent de la corruption n'ont pas intérêt à voir adopter des mesures drastiques qui réduisent ces pratiques au Brésil. Il est toujours préférable, pour les élites économiques et politiques, que les affaires (éventuellement) découvertes soient étouffées, vouées au bain-marie de la justice et oubliées dans les tiroirs des tribunaux. C'est ce qui a toujours eu lieu, pour le plus grand plaisir des criminels (impunis) et pour le plus grand malheur des Brésiliens. L'impunité encourage les pratiques criminelles. Les pires exemples sont donnés par les occupants des plus hauts postes de la République. Cela fait très longtemps que le sommet de la pyramide empeste.

Hamilton Octavio de Souza est journaliste, éditorialiste de *Caros Amigos* et professeur à la Pontifícia Universidade de São Paulo.

AUTRES BRÉSILS

21ter rue Voltaire

75011 Paris

Tel. : 01 40 09 15 81

www.autresbresils.net

¹ NdT : le Ministère public brésilien est l'organe fédéral responsable de la « *défense de l'ordre juridique, du régime démocratique et des intérêts sociaux et individuels indisponibles* » (art.127, CF/1988). Chargé, entre autres fonctions, d'introduire l'action publique en matière pénale et pour défendre les intérêts généraux et collectifs, il est dirigé par le Procureur général de la République.